



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 439

### Texte de la question

#### MOUVEMENTS LYCÉENS

M. le président. La parole est à M. Benoist Apparu, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Benoist Apparu. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Patrick Roy. Et des postes supprimés !

M. Benoist Apparu. Monsieur le ministre, depuis plusieurs jours, des lycéens font grève et manifestent. Ils manifestent pour exprimer leur inquiétude : à propos du bac et de sa valeur sur le marché du travail, à propos du choix et de la réussite de leurs études supérieures, à propos des débouchés professionnels.

Ces questions montrent à quel point la réforme de l'orientation que vous menez avec Valérie Pécresse est essentielle. Elles montrent également que la réforme du bac, notamment du bac professionnel, l'est tout autant. Elles montrent enfin qu'il faut donner des perspectives aux lycéens qui manifestent.

Mais les lycéens expriment leurs inquiétudes à propos d'une autre question : celle des moyens et du nombre d'enseignants. Beaucoup considèrent que la qualité du système éducatif dépend exclusivement du nombre d'enseignants. Beaucoup considèrent que baisser le nombre de professeurs, c'est baisser la qualité de l'enseignement qu'ils reçoivent. (*" Oui ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Or cette équation est malheureusement inexacte.

M. Jean Glavany. Dans ce cas, supprimez tous les enseignants ! Comme ça, tout le monde aura le bac !

M. Benoist Apparu. Sinon, pourquoi la France, qui a l'un des meilleurs taux d'encadrement de l'OCDE, n'a pas les meilleurs résultats ?

Au-delà de cette lancinante querelle des chiffres, qui semble être le seul projet éducatif de nos collègues socialistes (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*), pouvez-vous, monsieur le ministre, faire le point des réformes en cours, nous faire part des perspectives que vous voulez donner aux lycéens et répondre ainsi à leurs inquiétudes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Allô ! Allô !

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale.

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Je vous remercie, monsieur le député...

M. Jean-Paul Bacquet. D'avoir posé la question que je vous avais téléphonée !

M. le ministre de l'éducation nationale. ...de rappeler ce que sont les véritables enjeux et ce que, d'ailleurs, demandent les lycéens. Car, contrairement à beaucoup de ceux qui s'expriment ici, j'ai reçu les lycéens, je les ai vus, je les connais. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) De quoi me parlent-ils ? De ce qui les préoccupe, c'est-à-dire d'un lycée qui soit plus réactif, de l'orientation, de l'accompagnement, du soutien, d'une plus grande autonomie lorsqu'ils se présenteront au baccalauréat.

M. Henri Emmanuelli. menteur !

M. le ministre de l'éducation nationale. Ils me parlent du fait que deux bacheliers sur quatre, lorsqu'ils arrivent dans l'enseignement supérieur, se retrouvent sans aucun diplôme au bout de trois ans. Ils me parlent des vraies questions. Mais, évidemment, ces questions-là sont obnubilées par une autre manière de présenter les choses,

qui est la question des moyens.

Puis-je faire deux observations sur les moyens ? La première, c'est que, à la rentrée prochaine, nous aurons exactement le même encadrement par élève qu'à la rentrée 2007 (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*), vingt-huit élèves en moyenne dans les lycées généraux, dix-neuf élèves en moyenne dans les lycées professionnels. Mais je voudrais ajouter une chose qui n'est pas encore assez dite ici, messieurs les députés de l'opposition.

Plusieurs députées du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et mesdames les députées ?

M. le ministre de l'éducation nationale. Serait-il vraiment raisonnable, serait-ce mon métier d'éducateur et de ministre de l'éducation nationale de dire à la jeunesse qu'il est sans importance de continuer à créer de l'emploi public, de faire de la dette, qu'ils auront à payer plus tard ? Pouvons-nous agir ainsi, si nous sommes responsables ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Les lycéens que j'ai rencontrés ont raison de s'inquiéter, mais nous répondons à leur demande.

M. Henri Emmanuelli. Démagogue !

M. le ministre de l'éducation nationale. Un lycéen me disait l'autre jour : " Les jeunes d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux d'il y a vingt ans. Or vous nous offrez un lycée napoléonien. " Ils veulent qu'on change ce lycée et, avec eux, nous le changerons, car, contrairement à certains slogans, eux, ils sont contre le conservatisme, contre l'idée reçue, cette billevesée socialiste qui dit : " toujours plus de moyens pour plus de réussite ", mais qui n'est qu'un mensonge. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

M. Henri Emmanuelli. C'est vous qui mentez ! Ça ne marchera pas !

## Données clés

**Auteur :** [M. Benoist Apparu](#)

**Circonscription :** Marne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 439

**Rubrique :** Enseignement secondaire

**Ministère interrogé :** Éducation nationale

**Ministère attributaire :** Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 16 avril 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 avril 2008